

COMMISSION DES MOYENS DU VENDREDI 16 MARS 2012

PRESENTS :

Mesdames Nathalie MOREAU et Véronique DES GARETS
Messieurs Bernard BURON, Jean-Claude MARDON et Jean-Louis BOUQUARD, Robert COUDERT, Christian PROUST
Messieurs Alain GUEIFFIER, Jean-Louis FOURNIER, Benoit BOISSAVIT
Monsieur Benoît WOLF

PRESENTS A TITRE CONSULTATIF

Messieurs Alain RONCIN, président de la Commission des Moyens, Daniel FIOT et J-Christophe SAVINEAU, Madame Elise LAUMONIER, Agent Comptable

PRESENTS A TITRE D'INVITES

EXCUSES :

Madame Danielle PODER, Messieurs DUBOIS et LE GUEN

ORDRE DU JOUR	PROPOSITION	AVIS DE LA COMMISSION DES MOYENS
<u>Compte Financier de l'Agent Comptable</u>	<p>Madame LAUMONIER, Agent Comptable présente le compte financier 2012.</p> <ul style="list-style-type: none">• Compte de résultat<ul style="list-style-type: none">○ Les charges d'exploitation augmentent de 4,2% et 7,2M€<ul style="list-style-type: none">▪ Achats de fourniture et petits matériels (1,1M)▪ Charges de personnel (4,2M)▪ Autres charges (dont frais de gestion et versements salaires 1,3M)▪ Les charges de personnel représentent 79% des dépenses d'exploitation.○ Les produits d'exploitation augmentent de 7,6% et 12,3M€<ul style="list-style-type: none">▪ Produits des activités (Droits et prestations : 1,2M)▪ Subvention d'exploitation (10,4M dont 6,3M Ministère et 4M collectivités)▪ Autres produits (dont frais internes : 0,5M)▪ Les subventions d'exploitation représentent 89% des produits et la subvention ministère 80% de l'ensemble des produits.	

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le résultat d'exploitation est positif et s'établit à 2 095 954,51€ • Le bilan <ul style="list-style-type: none"> ○ Un actif en augmentation de 6,45M dont <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dont 1,4M sur les actifs immobilisés ▪ 0,75M en créances ▪ 4,3M en disponibilités ○ Un passif avec la même variation <ul style="list-style-type: none"> ▪ 5,1M sur les capitaux propres et en particulier 9,2M pour les subventions d'investissement et -6,5M sur les réserves y compris le résultat positif de 2,1M. ▪ 1,45M pour les dettes fournisseurs ou fiscales (rattachement à l'exercice). • Fonds de roulement <ul style="list-style-type: none"> ○ Une variation du fonds de roulement de 6M atténuée par les écritures de régularisation de 2,4M et une variation nette de +3,6M ○ Le FDR de l'établissement passe de 30,2M à 33,9M • La trésorerie et le fonds de roulement connaissent des variations au cours de l'exercice en fonction du versement de la GDF • Flux des dépenses : deux mois sont éloignées de la moyenne qui s'établit à 3 750 mandats par mois, décembre avec 7110 (anticipation de l'exercice suivant, fin des opérations, engagement impératif sur l'exercice en cours...) et août avec 215. Les autres mois, contrairement aux années antérieures, ne connaissent pas de décalage très important avec la moyenne. A l'exception d'août et décembre les dépenses sont globalement lissées sur l'exercice. • Flux des recettes : la fin d'exercice (y compris la période complémentaire) est une période d'émission importante. Les deux derniers mois représentent 35% des émissions et le dernier quart de l'année la moitié des recettes saisies. • Le suivi des créances montre que la majorité des créances datent de moins de six mois et que majoritairement ce sont de créanciers redevables de montant faible. 	
<p><u>Rapport d'exécution budgétaire 2011</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le budget de l'établissement a varié de manière importante au cours de l'exercice 2011. <ul style="list-style-type: none"> ○ L'augmentation entre le BP et la DBM n°3 est de 42,2M€ alors qu'avec quatre DBM, l'exercice 2010 avait connu une augmentation de 19,8M€ ○ Le prélèvement sur fonds de roulement en cours d'exercice est plus faible qu'en 2010 (14,2M contre 16,7M) mais le BP 2011 avait prélevé un montant plus important de 12,1M contre 2,6M en 2010 ○ L'augmentation la plus importante est induite par des rattachements de recettes (supérieures aux ouvertures de dépenses liées de 6,4 M et d'une amélioration du même montant du FDR) de 30,2M (3,9M en 2010). <ul style="list-style-type: none"> ▪ Immobilier 9,6M en recettes et dépenses ▪ Recherche fondamentale et valorisée 13,3M en recettes et 9,1M en dépenses. ▪ Université 5,2M en recettes et 4M en dépenses ○ La dernière augmentation concerne les ouvertures de crédits liées aux écritures 	

	<p>de fin d'exercice (dotations aux amortissements) de 4,3M en dépenses et 4,1M en recettes (variation nulle en 2010).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si en 2010, l'augmentation était imputable principalement aux prélèvements et reports de la recherche (près de 50%), en 2011 cette augmentation est imputable pour moitié aux rattachements pour des opérations immobilières ou de recherche. • Réalisation des recettes <ul style="list-style-type: none"> ○ Le taux de réalisation est inférieur à 100% (96,3%), soit aux prévisions, avec un décalage important des recettes pour des projets immobiliers et de recherche. • Réalisation des dépenses <ul style="list-style-type: none"> ○ Le taux d'exécution, hors masse salariale est de 66,5% loin du taux 2010 mais proche du taux 2009. ○ La masse rémunération a un taux de réalisation de 93,1% ○ La masse fonctionnement de 68,75%, imputable aux opérations immobilières (69,5%) et de recherche (58,2% et 50,5%) mais aussi à une baisse globale du taux d'exécution sur les composantes et les services communs ○ La masse investissement à un taux de réalisation de 38,3%, là aussi imputable à l'immobilier 34,7%) et à la recherche (38,6%). Sur cette masse, la mise en place des crédits liés à des marchés exécutés sur plusieurs exercices est la cause principale de ce faible taux. ○ En 2010, 18% des Unités budgétaires avaient un taux de réalisation inférieur à 80%, en 2011 elles sont 43,5%. 	
<p><u>Tarif des DU, DIU</u></p> <p><u>et Tarif d'inscription dans les M2RInternationaux</u></p>	<p>Diplômes validés par le CEVU et dont la fiche financière est conforme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • DIU de Chirurgie du pied et de la Cheville (Médecine) • DU initiation à la réflexion éthique dans la pratique soignante (Médecine) • DU Investigateur en recherche biomédicale (Médecine) • DIU Santé au Travail (Médecine) • Attestation Organisation et Gestion d'une unité de Chirurgie ambulatoire (Médecine) <ul style="list-style-type: none"> ○ cf tableau joint • Présentation par Christian PROUST des tarifs d'inscription pour le M2RInternationaux et en particulier du tarif applicable aux étudiants étrangers. (cf pièce jointe). 	<p>Avis favorable à l'unanimité</p>
<p><u>Tarif Location de Salles</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le CESR propose les tarifs de deux salles (RAPIN et NERICAULT DESTOUCHES). Les tarifs pratiqués sont équivalents ou légèrement supérieurs à ceux qui sont demandés par l'Université dans le même périmètre géographique (comparaison avec Tanneurs). 	<p>Avis favorable à l'unanimité</p>

<p><u>Tarifs CUEFEE</u> <u>2012-2013</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le Directeur du CUEFEE demande la modification des tarifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ Etudiants Individuels <ul style="list-style-type: none"> ▪ Inscription semestrielle : passage de 1 200€ à 1 500€ ▪ Inscription Annuelle : passage de 1 800€ à 2 100€ ▪ Arrhes non-remboursables : passage de 80€ à 100€ ○ Assistants étrangers <ul style="list-style-type: none"> ▪ Forfait semestriel pour le suivi de 96h de cours maximum : passage de 450€ à 500€ <p>Ces demandes d'augmentation sont motivées par la hausse des charges (rémunération et fonctionnement) à laquelle le CUEFFE a de plus en plus de difficultés à faire face (année 2011 déficitaire).</p>	<p>Avis favorable à l'unanimité</p>
<p><u>Tarifs Service Culturel</u></p>	<p>La Vice-Présidente déléguée à la Culture demande la modification du tarif du billet « Tout Public ».</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Augmentation de 9€ à 12€ <ul style="list-style-type: none"> • Le tarif n'a pas été modifié depuis dix ans, alors que sur cette période le coût des spectacles a fortement évolué. • Le tarif Etudiant ou Personnel de 6€ reste inchangé • Le gain pour l'exercice compte tenu du nombre de billets vendu (320 « Tout Public ») reste faible (<1 000€). Si un équilibre doit être recherché, il doit passer par une augmentation de la fréquentation et/ou des subventions externes. 	<p>Avis favorable à l'unanimité</p>
<p><u>Création d'un Centre Financier sur la société SAIC</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le Directeur d'ASH demande la création d'un Centre Financier rattaché au SAIC pour gérer les redevances diverses sur le secteur taxé. Le centre financier sera codifié V4VA. 	<p>Avis favorable à l'unanimité</p>
<p><u>Sortie d'inventaire</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le Directeur de l'UFR de Pharmacie demande la sortie d'inventaire de matériels : <ul style="list-style-type: none"> ○ Volés (un vidéoprojecteur de 2004) : 4 352,24€ ○ Hors d'usage et détruits (le plus récent est un ordinateur portable de 2007) : 24 687,88€ ○ Hors d'usage (majoritairement des postes informatiques de 2004) : 9 561,17€ ○ Montant total de la sortie d'inventaire : 38 601,29€ 	<p>Avis favorable à l'unanimité</p>
<p><u>Don</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'Association « Autisme Espoir vers l'Ecole » accorde un don de 400€ au Laboratoire Imagerie et Cerveau de l'UFR de Médecine 	<p>Avis favorable à l'unanimité</p>

COMPTE FINANCIER 2011



1

Compte de résultat 2011

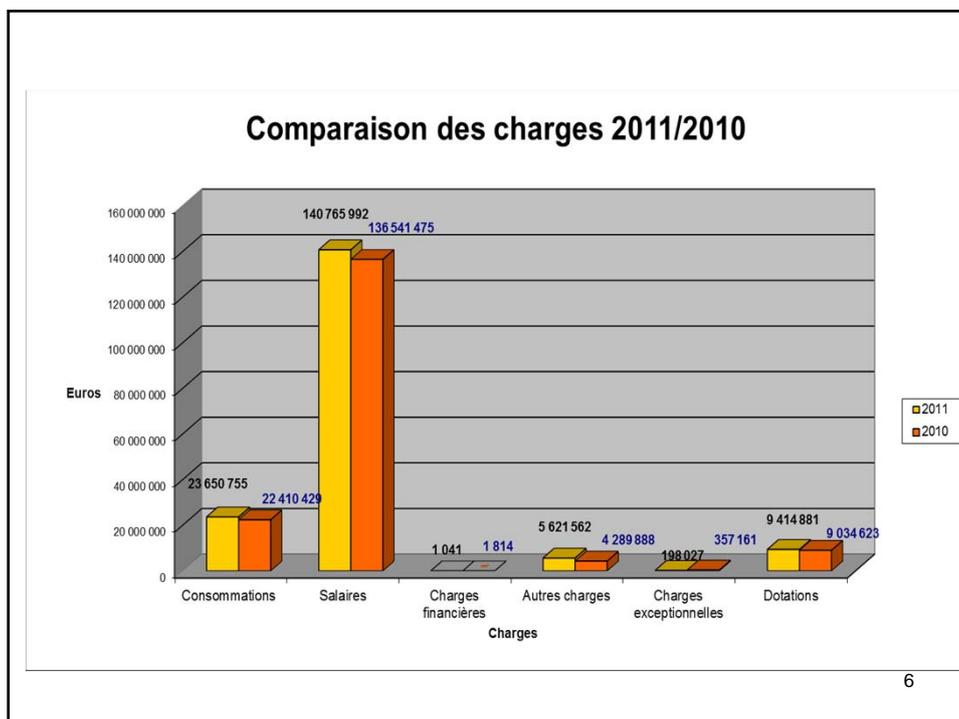
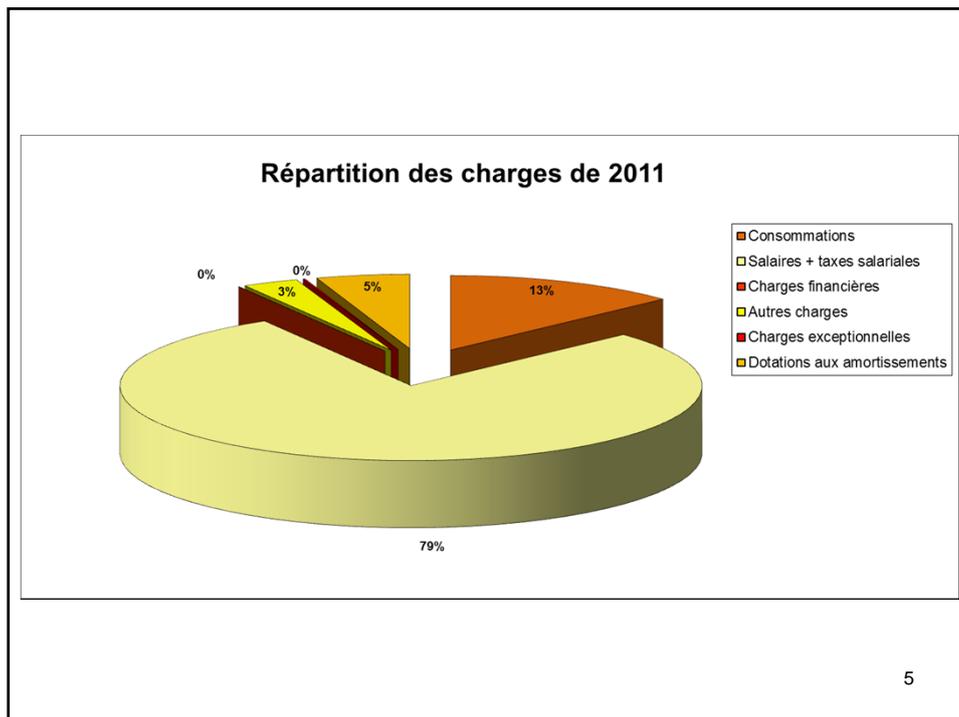


2

Les Charges

CHARGES			
CHARGES D'EXPLOITATION	N° compte	2011	2010
		Montants	Montants
		179 453 190,25	172 282 753,86
Consommations de l'exercice :			
		23 650 754,98	22 410 428,86
Achats et variations de stocks:			
		7 653 926,88	6 579 487,45
Achats études et prestations service	604	0,00	3 630,00
Achats non stockés de matières et fournitures	605+606	7 653 853,98	6 575 857,45
Achats de marchandises	607	72,90	
Achats stockés de matières premières:			
		0,00	0,00
Autres matières et fournitures consommables	602	0,00	0,00
Mali sur emballages restitués	6136	0,00	
Services extérieurs			
		14 264 424,12	14 134 758,64
Sous traitance	611	450 374,94	301 204,69
crédit-bail	612	0,00	0,00
Locations mobilières et immobilières	613	162 224,51	429 649,32
Charges locatives	614	73 073,28	33 165,03
Maintenance travaux entretien	615	2 899 192,65	2 793 264,17
Assurances	616	57 367,76	54 919,51
Etudes et recherches	617	567 411,53	497 190,15
Documentation ouvrages	618	2 030 018,31	2 347 438,01
Personnel intérimaire	621	26 816,26	53 284,12
Honoraires	622	859 419,42	535 861,23
Publicité, Relations publiques	623	431 609,60	470 509,39
Transports	624	141 731,13	153 978,37
Missions/réceptions	625	2 983 176,11	3 016 351,73
Poste et télécomm.	626	591 755,17	562 786,68
Serv. Bancaires	627	9 399,96	6 715,55
Serv.ext.divers	628	2 971 853,49	2 878 440,69
Impôts et taxes			
		1 732 403,98	1 696 182,77
Impôts taxes versent assimilés sur rémunération	633+631	1 730 644,38	1 690 844,48
Autres	635+637	1 759,60	5 338,30

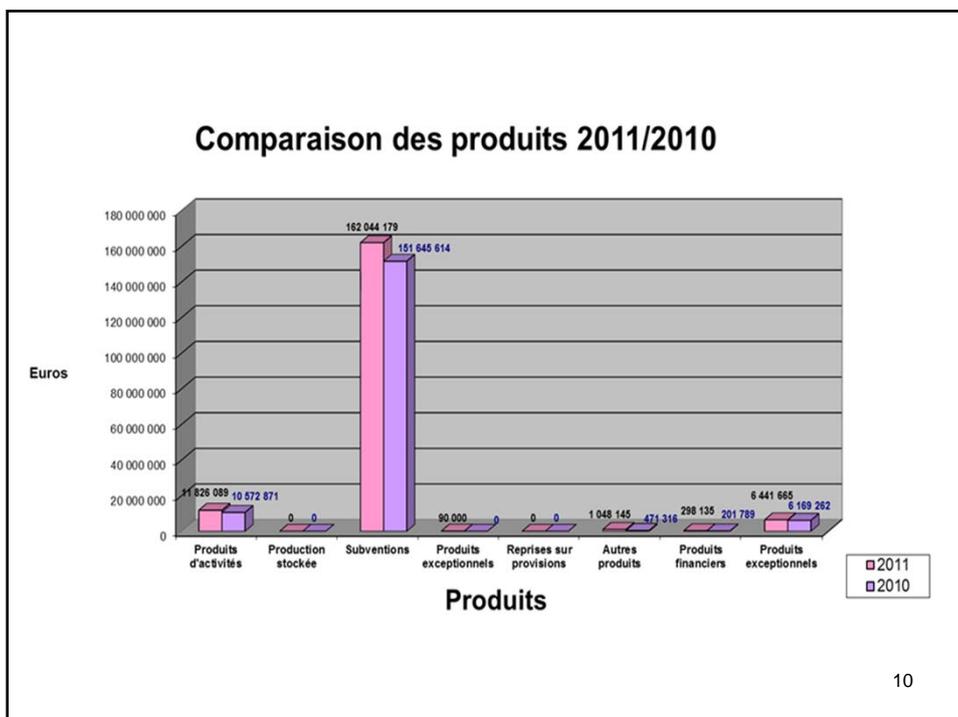
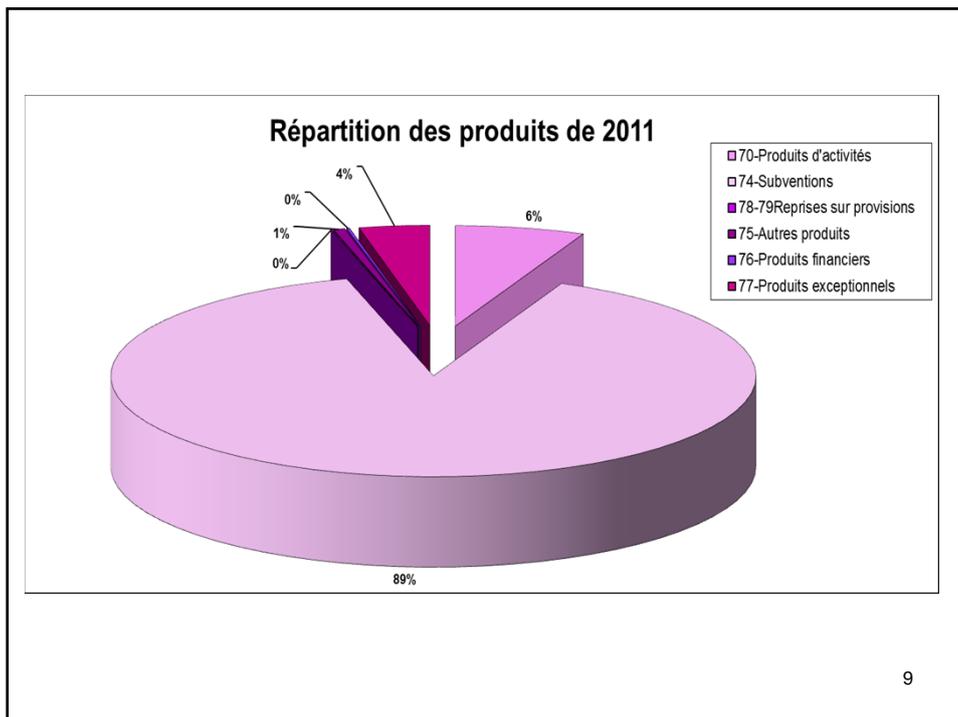
Charges de salaires:		140 765 992,10	136 541 475,40
Salaires:			
		140 765 992,10	136 541 475,40
Rémunérations du personnel	641,2,3,4	85 804 772,33	84 048 870,28
Charges sociales	645	54 627 936,13	52 234 117,13
Autres charges sociales	647	333 283,64	258 487,99
Prestations sociales en especes:	648	0,00	0,00
dotations aux amort. et prov. :			
		9 414 880,76	9 034 623,16
Dotations aux amortissements et provisions	6811	9 408 440,50	9 034 623,16
Dotations aux provisions	6815	0,00	0,00
Dotation aux amortissements	687	6 440,26	0,00
Dotations aux dépréciations aux provisions	6817	0,00	0,00
Autres charges :			
		5 621 562,41	4 296 226,44
Redevances	651	653 790,17	500 837,42
Bourses/subventions/gratification	657	3 457 869,91	3 141 982,22
Autres charges :	654+658	1 509 902,33	653 406,80
Résultat d'exploitation (Bénéfice)			
CHARGES FINANCIERES			
		1 040,91	1 813,66
Pertes de change	666	1 040,91	1 659,66
Autres charges financières	667+668	0,00	154,00
Résultat courant (bénéfice)		297 093,78	199 975,70
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
		198 026,57	357 160,95
Charges exceptionnelles sur op. de gestion	671	198 026,57	356 152,26
Créances annulées	6714	0,00	0,00
Valeurs des éléments d'actifs cédés	675	0,00	0,00
Dotations aux amortissements exceptionnels sur imr	6871	0,00	1 008,69
Résultat exceptionnel (bénéfice)		6 243 638,53	5 812 101,43
TOTAL GENERAL DES CHARGES		179 652 257,74	172 641 728,42
Résultat de l'exercice (excédent)		2 095 954,51	
TOTAL		181 748 212,23	172 641 728,42



Les Produits

		2011		2010	
		Montants		Montants	
PRODUITS D'EXPLOITATION		175 008 412,45		162 717 961,51	
Produits des activités		11 826 088,91		10 572 871,33	
Ventes de produits finis	701	0,00	147,84		
Vente de produits résiduels	703	0,00	0,00		
Etudes	705	16 745,19	138 418,77		
Prestations, droits	706	10 781 048,52	9 852 038,44		
Ventes de marchandises	707	0,00	0,00		
Produits des activités annexes	708	1 032 268,44	582 266,28		
RRR	709	-3 973,24			
Production stockée		0,00		0,00	
variation de l'exercice	713	0,00	0,00		
Subventions d'exploitation :		162 044 178,87		151 654 774,46	
Subv.charges services publics MESR	7411	145 732 611,68	139 404 849,73		
Subv.autres ministères	7418	336 598,54	646 057,85		
Collectivités territoriales	744	13 452 918,49	9 488 480,58		
Dons et legs	746	58 112,98	18 160,00		
Taxe apprentissage	7481	1 057 923,57	1 259 728,26		
Autres collectivités publiques	7488	1 406 013,61	837 498,04		
Produits exceptionnels		90 000,00		0,00	
Reprise sur provision	7815	90 000,00	0,00		
Reprises sur provisions		0,00		0,00	
Reprises sur dépréciation des actifs circulants	7817	0,00	0,00		
Transfert de charges	79	0,00	0,00		
Autres produits :		1 048 144,67		490 315,72	
Redevances	751	85 052,57	0,00		
Revenus des immeubles non affectés aux activités de l'établissement	752	0,00	19 000,00		
Produits spécifiques	757	0,00	471 225,72		
Autres produits gest. Cour.	758	963 092,08	90,00		
Résultat d'exploitation (perte)		4 444 777,80		9 586 613,55	

PRODUITS FINANCIERS		298 134,69	201 789,36
SICAV et autres placements	76	298 134,69	201 789,36
Résultat courant (perte)		0,00	0,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS		6 441 665,10	6 169 262,38
Produits exc sur op. gestion	771	59 125,58	15 328,93
Cessions ou sorties d'immobilisations	775	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements	776	3 101 850,09	3 291 423,84
Quote part des subv. D'inv. Virées en résultat	777	3 218 301,18	2 858 529,83
Autres prod except.	778	62 388,25	3 979,78
Résultat exceptionnel (perte)		181 748 212,24	169 089 013,25
TOTAL GENERAL DES PRODUITS		181 748 212,24	169 089 013,25
Résultat de l'exercice (perte)		3 552 715,22	3 552 715,22
TOTAL		181 748 212,24	172 641 728,47



Bilan 2011



11

L' Actif

ACTIF	Exercice 2011			Exercice 2010
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles:</i>	6 671 179,50	5 879 409,41	791 770,09	960 084,87
201 Frais d'établissement	0,00		0,00	0,00
Frais de rech. et de Dév.	0,00		0,00	0,00
205 licences,	3 261 060,57	2 604 024,45	657 036,12	778 846,86
208 Autres	3 410 118,93	3 275 384,96	134 733,97	181 238,01
Avances et acomptes			0,00	
<i>Immobilisations corporelles:</i>	252 562 606,16	49 463 979,53	203 098 626,63	201 504 858,62
211 Terrains	65 919 491,00		65 919 491,00	65 919 491,00
212 Aménagement terrains			0,00	0,00
213 Constructions	103 555 937,27	6 213 805,51	97 342 131,76	99 088 726,27
214 Constructions sur sol d'autrui	0,00		0,00	0,00
215 Installations techniques, matériel	49 156 496,15	24 087 870,27	25 068 625,88	22 368 299,71
216 Collections acquises	996 057,95	247 634,42	748 423,53	797 007,76
218 Autres	25 548 388,26	18 914 669,33	6 633 718,93	7 206 790,93
231 Immobilisations corporelles en c	7 386 235,53		7 386 235,53	0,00
238 Avances et acomptes	0,00		0,00	6 124 542,95
<i>Immobilisations financières</i>	43 168,82	0,00	43 168,82	42 593,82
275 Autres	43 168,82	0,00	43 168,82	42 593,82
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	259 276 954,48	55 343 388,94	203 933 565,54	202 507 537,31

12

ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours		0,00	0,00	0,00	0,00
	Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés sur commande		243 458,03	0,00	243 458,03	0,00
Créances		4 889 185,53	0,00	4 889 185,53	4 384 722,25
	Créances d'exploitation	2 354 579,95		2 354 579,95	1 964 049,14
	Autres créances d'exploitation	2 534 605,58		2 534 605,58	2 420 673,11
		37 825 775,95	0,00	37 825 775,95	33 544 793,28
Valeurs mobilières de placement		28 749 727,43		28 749 727,43	7 749 528,90
				0,00	0,00
Disponibilités		9 054 413,30		9 054 413,30	25 795 264,38
Charges constatées d'avance		21 635,22		21 635,22	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT		42 958 419,51	0,00	42 958 419,51	37 929 515,53
TOTAL GENERAL		302 235 373,99	55 343 388,94	246 891 985,03	240 437 052,84

13

Le Passif

PASSIF		Exercice 2011	Exercice 2010
CAPITAUX PROPRES:		162 159 629,89	165 317 317,05
Dotations ou Affectations		162 122 080,91	165 314 268,07
Autres complément dotation		0,00	0,00
Legs en nature ou en capital:		37 548,98	3 048,98
Réserves:		37 258 679,22	43 803 684,52
	Réserves Facultatives	11 205 691,36	25 324 223,56
	Autres (Report à nouveau créditeur)	30 294 405,58	26 683 614,31
	Autres (Report à nouveau débiteur)	-4 241 417,72	-8 204 153,35
Résultat de l'exercice [bénéfice ou perte]		2 095 954,51	-3 552 715,22
Subventions d'investissement		36 280 549,22	27 070 637,18
Provisions réglementées			
	Total I	237 794 812,84	232 638 923,53
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques			90 000,00
Provisions pour charges			
	Total II	0,00	90 000,00

DETTES			
Cautionnements		444,70	444,70
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		3 079 130,23	3 175 615,49
Dettes fiscales et sociales		2 594 275,01	155 996,03
Dettes sur immobilisations		1 668 495,53	1 283 812,19
Autres dettes		24 826,74	1 028 433,90
Chèque à payer		0,00	724,00
Différences compensées par couverture de change		0,00	0,00
Produits constatés d'avance		1 730 000,00	2 063 103,00
Total III		9 097 172,21	7 708 129,31
TOTAL GENERAL (I + II+ III)		246 891 985,03	240 437 052,84

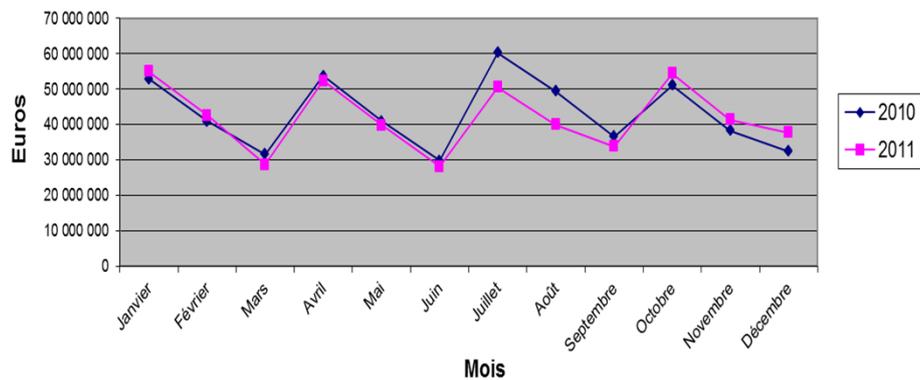
15

Résultats 2011

EXERCICE 2011						
SECTION D'EXPLOITATION						
		UNIVERSITE	SAIC	CIES	FONDATION	TOTAL
DEPENSES	Masse salariale	140 829 193,15	1 653 452,27	13 991,06	0,00	142 496 636,48
	Autres dépenses	33 768 343,40	3 722 279,83	72 684,81	19 615,23	37 582 923,27
		174 597 536,55	5 375 732,10	86 675,87	19 615,23	180 079 559,75
RECETTES	fonctionnement	177 730 135,40	4 342 028,86	73 000,00	30 350,00	182 175 514,26
RESULTAT COMPTABLE		3 132 598,85	-1 033 703,24	-13 675,87	10 734,77	2 095 954,51
ANALYSE DU RESULTAT						
Charges nettes : amortissement -provisions		2 848 163,17	155 923,46	642,86	0,00	3 004 729,49
CAF		5 980 762,02	-877 779,78	-13 033,01	10 734,77	5 100 684,00
INVESTISSEMENT						
DEPENSES		12 607 691,61	157 921,17		0,00	12 765 612,78
RECETTES		13 659 840,86	17 500,00		0,00	13 677 340,86
RESULTAT INVESTISSEMENT		1 052 149,25	-140 421,17	0,00	0,00	911 728,08
VARIATION FONDS DE ROULEMENT 2011		7 032 911,27	-1 018 200,95	-13 033,01	10 734,77	6 012 412,08
IMPACT INDIRECT SUR FDR 2011		-2 372 551,00				-2 372 551,00
VARIATION FONDS DE ROULEMENT NET 2011		4 660 360,27				3 639 861,08
FONDS DE ROULEMENT AU 31/12/2010		26 894 876,68	3 187 595,63	56 537,41	92 821,20	30 221 830,92
FONDS DE ROULEMENT AU 31/12/2011		31 545 236,95	2 169 394,68	43 504,40	103 555,97	33 861 692,00

TRESORERIE

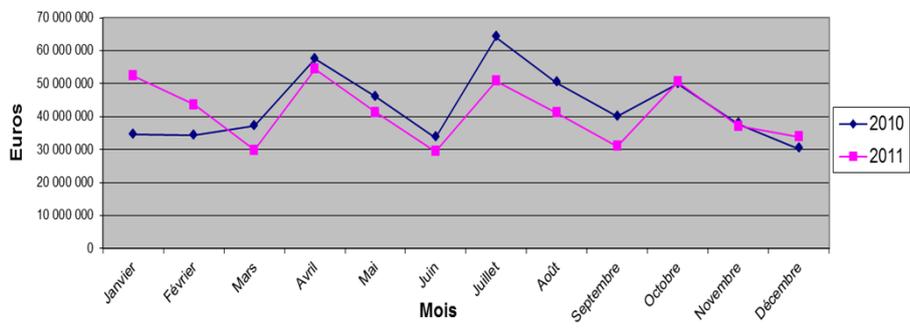
Suivi de la Trésorerie 2010-2011



17

FONDS DE ROULEMENT

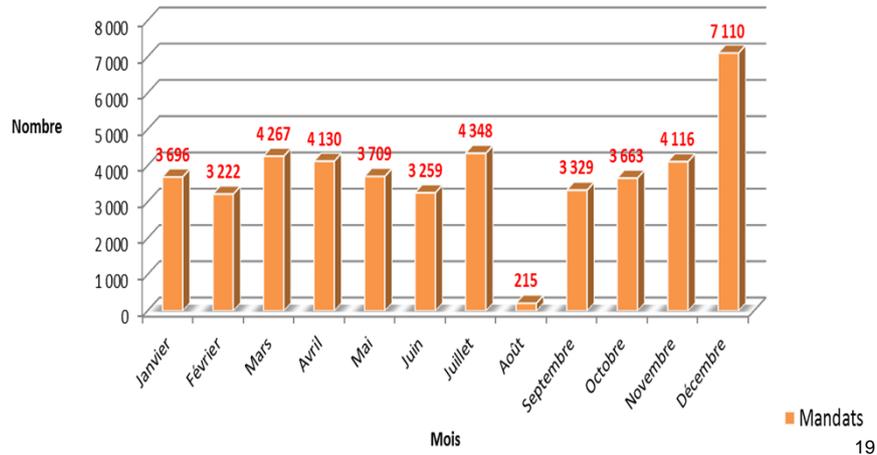
Suivi du FdR comptable 2010-2011



18

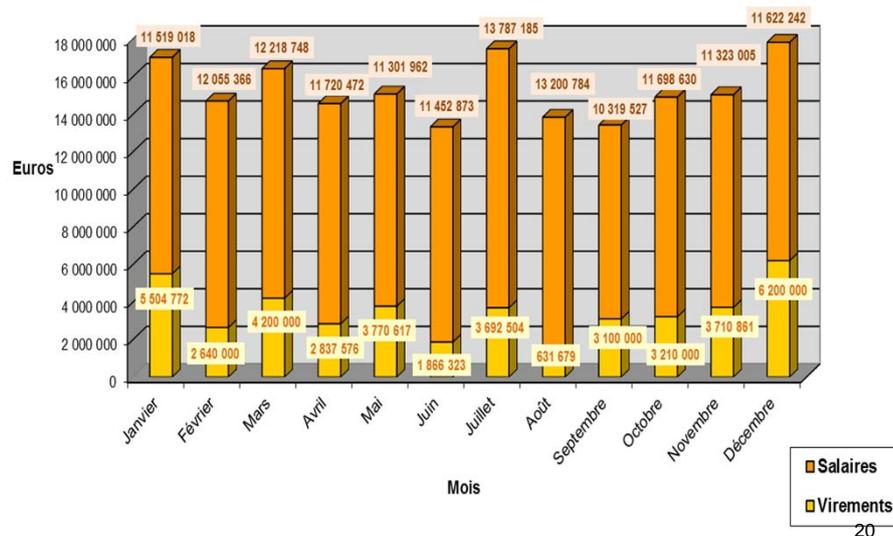
Dépenses

Flux de mandats en 2011



19

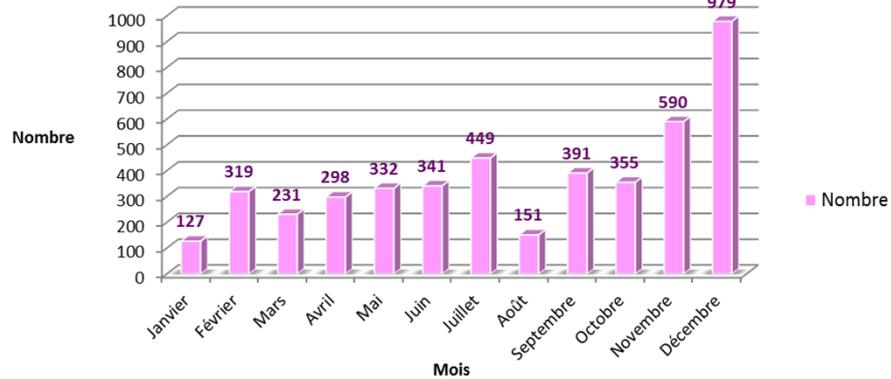
Suivi des paiements des dépenses en 2011



20

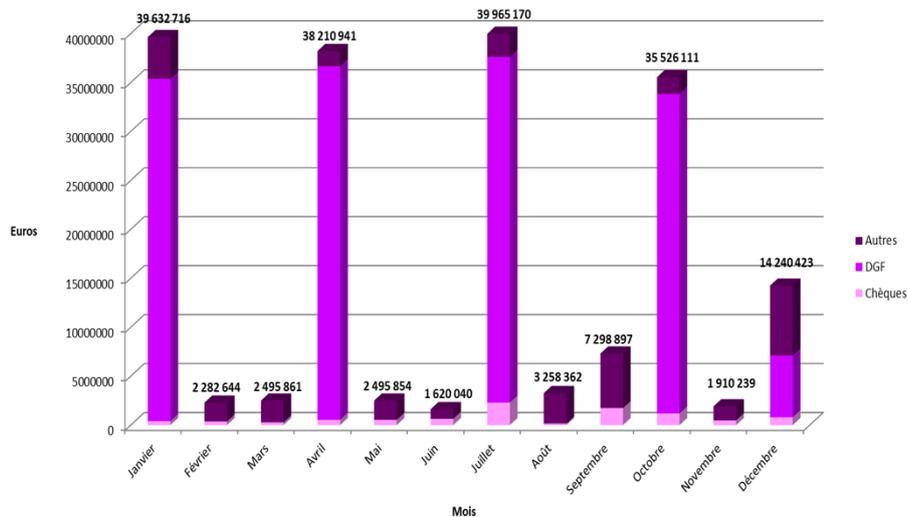
Recettes

Flux des titres de recettes en 2011

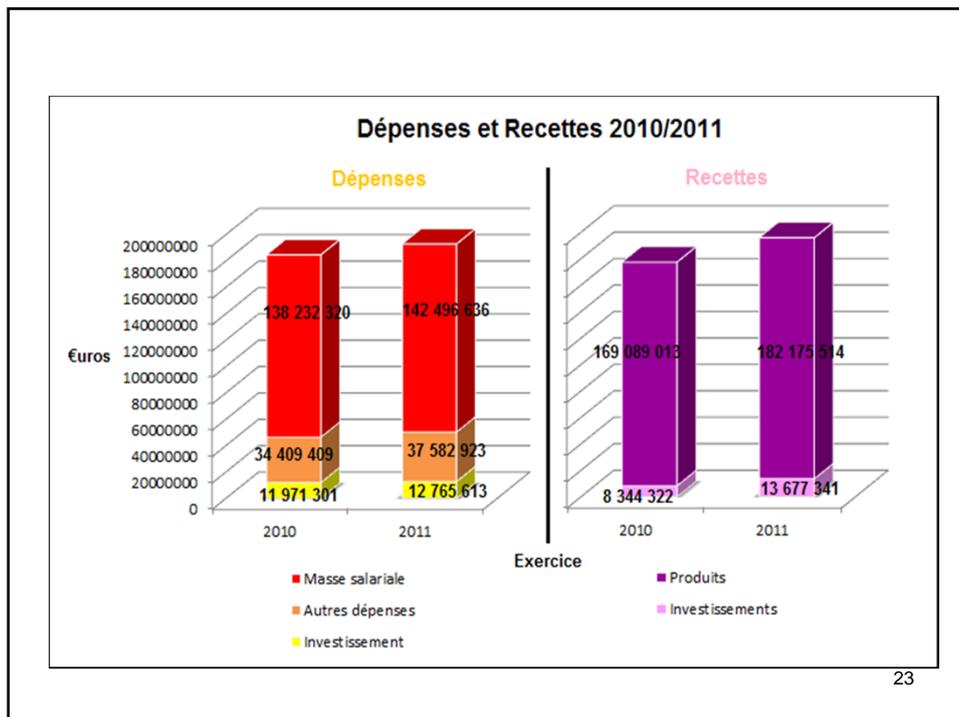


21

Suivi des encaissements en 2011

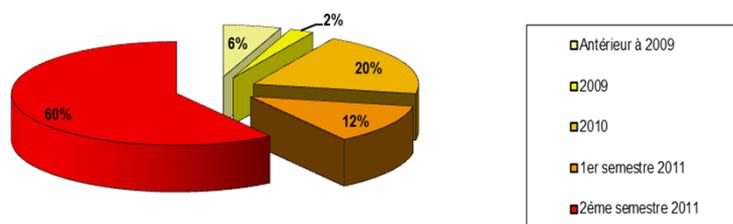


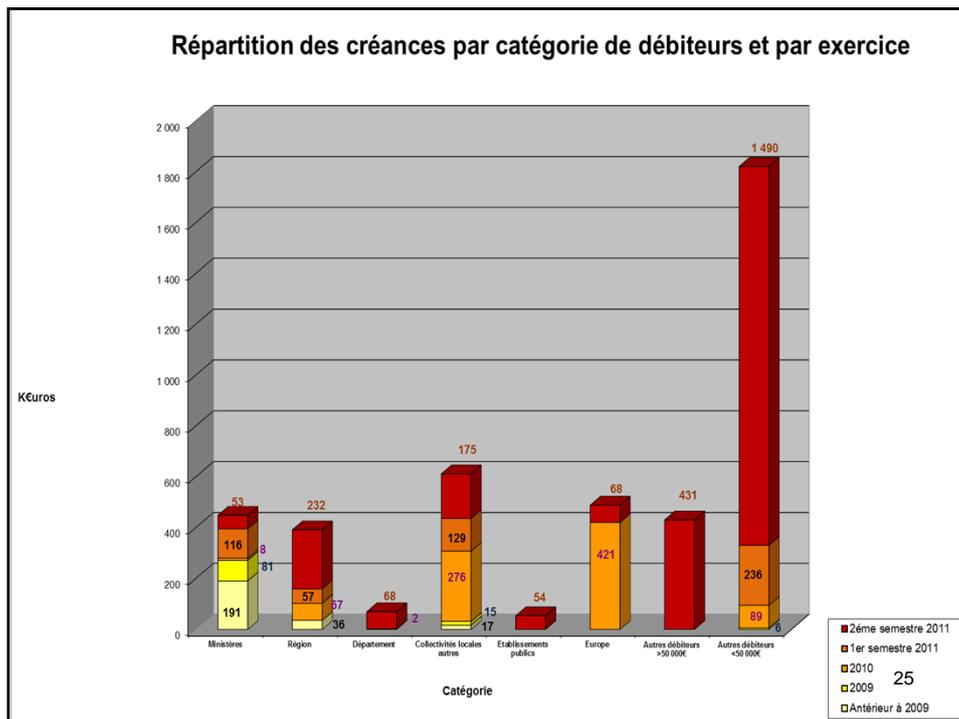
22



SUIVI DES CREANCES

Répartition des créances au 31/12/2011





2011



Rapport d'Exécution Budgétaire et Financière

Le budget prévisionnel et les décisions budgétaires modificatives

Le Budget Prévisionnel

Les Décisions Budgétaires Modificatives

Recettes 2011

Les recettes prévisionnelles

Le taux de réalisation

Dépenses 2011

Les dépenses prévisionnelles

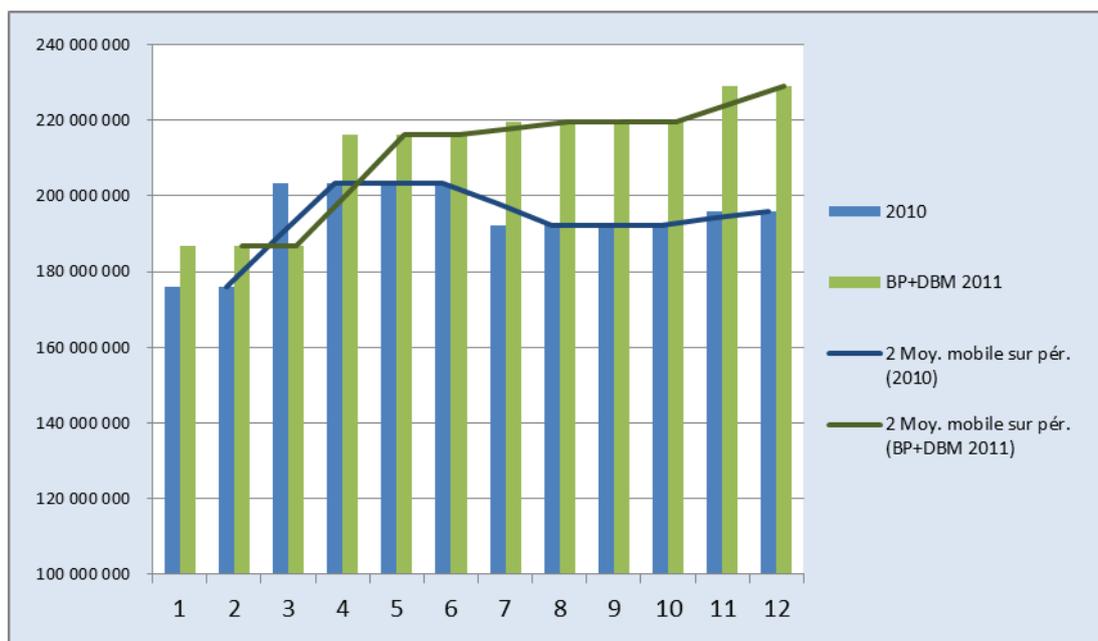
Le Taux d'exécution

Rapport d'exécution du budget 2011

Le budget prévisionnel et les décisions budgétaires modificatives

Le budget primitif 2011, approuvé par le Conseil d'Administration du 20 décembre 2010, s'élevait à **186 812 596,62€** (176 106 884,95€ en 2010).

Trois décisions budgétaires modificatives (contre quatre en 2010 et cinq en 2009) ont entraîné des variations, à la hausse de ce montant. Celui-ci s'est établi à l'issue de la dernière décision à **229 093 418,66€** (195 881 756,11€ fin 2010) soit une évolution de **22,6%** (11,2% en 2010, +54,3% en 2009) par rapport à la prévision initiale.



Ces modifications d'un montant total de **42 280 822,04€** (19,77M€ en 2010 et 37,2M€ en 2009) sont constituées de :

Prélèvement sur Fonds de Roulement et reports d'un montant total de **14 210 621,35€** (16,74€ en 2010)

- 4 894 753,98€ (4,11M€ en 2010) pour des reports sur opérations de recherche fondamentale (Imagerie et Cerveau : 1,03M, LMP, Protéase et Vectorisation, CHIRE : 1,39M).
- 2 714 177,94€ (4,07M€ en 2010) pour des reports sur opérations de recherche valorisée.
- 2 732 492,00€ (2,15M€ en 2010) pour des prélèvements sur Fonds de Roulement pour des opérations en fonctionnement (Recherche : 0,50 ; IUT de Tours : 0,48M, SUFCO 0,48M, Services Centraux : 0,32M)
- 578 867,59€ (1,22M€ en 2010) pour des prélèvements sur Fonds de roulement pour des opérations en Investissement

- 3 290 329,84€ (3,39M€ en 2010) pour des reports d'engagements non soldés de l'exercice antérieur (Certem 0,61M, Immobilier 0,32M)

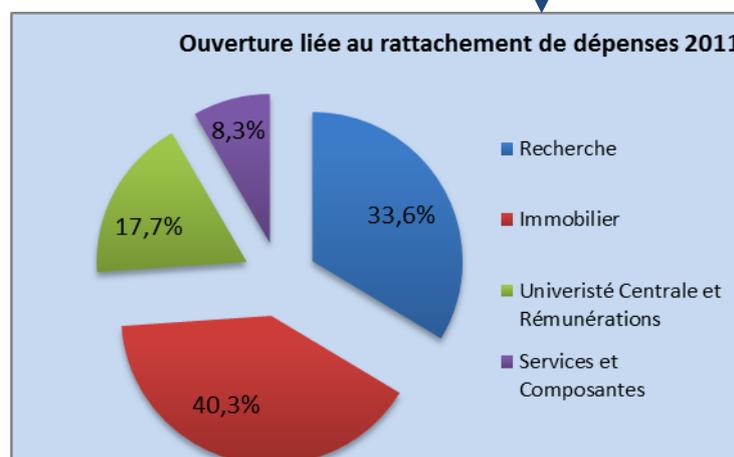
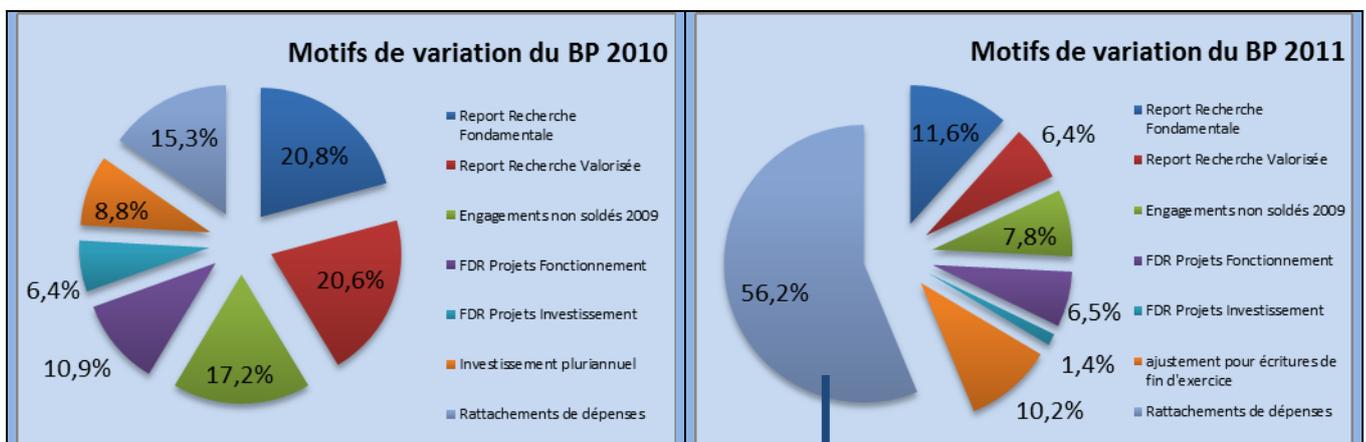
Ouverture de crédits en lien avec des rattachements de recettes nouvelles de 23 768 868,69€ (3,03M€ en 2010)

- Ce rattachement peut être positif ou négatif dès lors que la prévision initiale doit être ajustée.
- Le solde est positif et contrairement à 2010 intègre peu de mouvements négatifs. Les ajustements les plus importants concernent
 - l'Immobilier : 9,6M€ (-1,18M en 2010)
 - la recherche fondamentale : 7,44M€ (0,6M en 2010)
 - l'université centrale 4,23M€ (dont 2,23M en rémunération et 4,43M€ en 2010)
 - les composantes et services communs 1,46M€ (0,59M en 2010)
 - la recherche valorisée : 0,58M€ (-1,38M en 2010)
 - Les services centraux : 0,53M€ (nul en 2010)

Ouverture de crédits pour ajuster les crédits budgétaires nécessaires aux opérations de fin d'exercice ; dotations aux amortissements : 4 301 332€ (nul en 2010) et quote part des subventions d'investissement : 4 092 566€ (nul en 2010)

Rattachement de recettes nouvelles d'un montant total de 30 191 010,44M€ (3,89M€ en 2010)

- Les recettes prévisionnelles supplémentaires sont supérieures aux crédits ouverts en dépense. Cette dichotomie indique un ajustement découplé entre recettes et dépenses
 - Une prévision de recette sans ouverture de crédits de 1M€ consécutive à une demande de remboursement exceptionnel de TVA.
 - Des prévisions de recette supérieures à l'ouverture de crédits en dépense pour des conventions de recherche exercisées : 5,32M€
- Les recettes supplémentaires inscrites se répartissent selon quatre activités principales
 - La recherche fondamentale et valorisée : 13,3M€
 - L'immobilier : 9,6M€
 - L'université centrale et rémunération : 5,2M€
 - Services Communs, centraux et composantes : 2,1M€



Recettes 2011

Les recettes prévisionnelles, DBM comprises, avaient été évaluées à 196 901 575€ (hors recettes du compte 777 et 170,78M€ en 2010). Si l'on retire la Masse salariale transférée, le montant des recettes prévisionnelles s'élève à 80 953 173€ (56,99M€ en 2010 et 53,49M€ en 2009)

Les factures émises et adressées aux créanciers sont à la clôture de l'exercice de 189 532 703,85€ et 73,58M€ hors masse salariale transférée (171,36M€ et 57,57M€ hors masse salariale transférée en 2010, 55 062 211,78€ en 2009).

Le taux de réalisation s'établit à 96,3% et 90,9% hors masse salariale transférée (100,3% en 2010, 102,9% en 2009 et 101,2% en 2010 hors masse salariale). Ce taux varie selon l'unité budgétaire qui a réalisé la prévision et saisi les factures de vente (la notion de titre de recette n'existe plus depuis le passage à Sifac).

Le taux de facturation est proche ou supérieur à 90% dans la majorité des cas sauf pour des activités dont l'influence est très importante

- L'immobilier : 76,4% et une différence significative de 3,2M€ (Tours+ qui versera sa subvention en 2012 et 2013) sur les recettes prévisionnelles liées aux travaux du Plat d'Etain.
- La recherche fondamentale : 80,4% et une différence de 4,2M€ avec les prévisions (1,67M€ sur le laboratoire Imagerie et Cerveau, 1M€ sur le Certem, 1,3M€ sur le projet CHIRE).
- La recherche valorisée : 85,33% et une différence de 0,6M€ en particulier sur la convention liée au PRES.
- Le Service Commun de Documentation 75,1% et le report sur 2012 du versement d'un tiers de la subvention pour la réhabilitation de la BU médecine.

Les décisions budgétaires modificatives jouent de plus en plus un rôle d'adaptation de la prévision à la hausse mais aussi à la baisse. Une évaluation régulière des prévisions effectuées antérieurement permet d'ajuster à la fois la recette et les crédits ouverts, en parallèle, en dépense.

Dépenses 2011

Les dépenses prévisionnelles étaient évaluées, DBM comprises, à 101 529 563€ hors masse salariale transférée (69 282 717€ en 2010 et 87 154 128€ en 2009). **La réalisation**, hors dotations aux amortissements et masse salariale transférée s'établit à 67 488 330€ (59 066 209€ en 2010 et 53 389 792€ en 2009), soit un **taux de consommation** de 66,5% (85,3% en 2010 et 61,3% en 2009), en dessous de l'objectif de 80% fixé dans le contrat quadriennal.

Le taux de consommation en incluant la masse salariale transférée s'établit à 84,35%.

Le taux hors masse salariale transférée de 66,5% est faible et s'explique de plusieurs manières :

- Taux de consommation de la masse personnel (hors masse salariale transférée) : 93,1% améliore le taux global.
- Taux de consommation de la masse fonctionnement (hors masse salariale) : 68,75%
 - Sous ce seuil, faible, deux unités budgétaires dont la masse est importante ont un rôle prégnant dans ce résultat : la recherche fondamentale (58,2%) et la recherche valorisée (50,5%)
 - Légèrement au-dessus de ce seuil mais avec aussi un impact important, on peut distinguer l'immobilier (69,5%).
 - Sur dix composantes, deux sont en dessous des 80% et au sein des services communs et centraux ce sont la moitié des unités budgétaires qui sont sous ce seuil.
 - Cette situation est à rapprocher des ouvertures de crédits réalisées au cours de trois DBM.

Les situations sont très différentes entre unités budgétaires et comme pour les recettes, l'utilisation des décisions budgétaires modificatives pour ajuster le budget reste très différente. Certaines entités continuent à demander l'ouverture de l'intégralité de leurs crédits pour s'assurer de leur disponibilité alors que la mise en place des crédits par les Services Financiers est en moyenne de vingt-quatre heures en 2011.

- Taux de consommation de la masse investissement : 38,3%
 - Deux unités budgétaires participent de ce chiffre très faible, l'immobilier (34,7%) et la recherche fondamentale (38,6%) qui déterminent près de 80% du volume des crédits. La mise en place des crédits pour la passation des marchés de travaux ou d'achat de matériels,

qui sont souvent pluriannuels et/ou liquidés sur plusieurs exercices est la cause de ce chiffre, particulièrement dans une période de lancement de projets d'envergure.

- Les composantes et services communs consomment en majorité, plus de 80% de leurs crédits d'investissement, quatre seulement sont sous la barre des 60%.

Sur 23 unités budgétaires (22 en 2010) toutes masses confondues.

- 7 sont au-dessus du seuil de 90% (8 en 2010),
- 6 ont un taux de consommation compris entre 80% et 90% (10 en 2010)
- 10 ont un taux inférieur à 80% (4 en 2010)

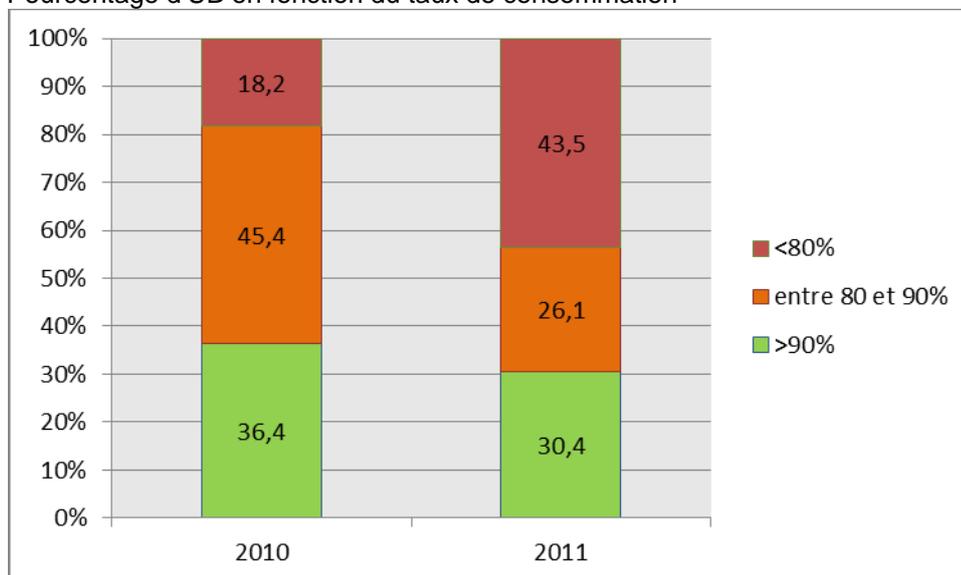
En 2009 seules 6 unités avaient un taux de consommation supérieur à 80%. Après une année 2010 au cours de laquelle les pratiques s'étaient améliorées, l'année 2011 montre une régression importante, principalement sur les UB en dessous de 80%.

Dans certains cas, un taux de consommation en dessous de la moyenne peut s'expliquer par des retards dans la programmation de projets, indépendants de la volonté de l'Unité Budgétaire qui les lance (exemple de l'Immobilier). L'objectif de l'université est de tendre vers un taux d'exécution proche voire, même supérieur à 90 %.

Un report important, supérieur à 25% du budget ouvert, a par contre dans la majorité des cas une incidence sur le taux de consommation, le report se révélant automatique mais non consommé. Dans certains cas, où les reports constituent une part importante du budget (supérieure à 1/4), la consommation n'excède pas le montant des reports demandés. Les crédits non utilisés d'un exercice peuvent même être supérieurs à ceux de l'exercice précédent

Les reports de résultats non utilisés ne devraient correspondre qu'à des compléments aux ressources du budget primitif, pour lancer des projets hors fonctionnement courant ou assurer la couverture des imprévus. Dans ce dernier cas il n'est pas utile d'ouvrir les crédits par anticipation mais de ne les positionner que lors d'une décision budgétaire modificative, une avance de l'unité budgétaire centrale, positionnée dans un délai très court, permettant de réaliser l'engagement de dépense presque immédiatement (dans le respect du code des marchés).

Pourcentage d'UB en fonction du taux de consommation



AVIS DE LA COMMISSION DES MOYENS du 16 mars 2012
Diplômes d'Université -Diplômes Inter Université - attestation d'Université

INTITULE DU DIPLOME	COMPOSANTES	Conseil Composante date-avis	CEVU	Droits Spécifiques	Fiche Financière	Commission des moyens date-avis	CA	Observations
DIU de Chirurgie du pied et dela cheville	Médecine	Avis favorable le 07/11/2011	Avis favorable le 19/01/2012	DS 300 € - FC (f) 790 €- FC (nf) 520€ + droit de base en vigueur	conforme*			CREATION
DIU Connaître et utiliser la démarche qualité et la gestion des risques en établissement de santé et en secteur médico-social via internet	Médecine	Prochain conseil	CEVU du mois de mai	FC (f) 600 €- FC (nf) 300 € + droit de base en vigueur	conforme			CREATION
DIU Educatrion pour la santé - Education thérapeutique	Médecine	Prochain conseil	CEVU du mois de mai	DS 800 €FC (f) 1 800 €- FC (nf) 800 € + droit de base en vigueur	conforme			CREATION
DU Initiation à la réflexion éthique dans la pratique soignante	Médecine	Avis favorable le 05/03/2012	Avis favorable le 15/03/2012	DS 350 €FC (f) 1 040 €- FC (nf) 750 € + droit de base en vigueur	conforme			RENOUVELLEMENT
DIU Investigateur en recherche biomédicale	Médecine	Avis favorable le 05/03/2012	Avis favorable le 15/03/2012	DS 600 €FC (f) 1 090 €- FC (nf) 820 € + droit de base en vigueur	conforme			RENOUVELLEMENT
DIU Neurogériatrie	Médecine	Avis favorable le 05/03/2012	Prochain CEVU	DS 400 €FC (f) 1 400 €- FC (nf) 850 € + droit de base en vigueur	conforme			CREATION
DU Psychiatrie générale	Médecine	Prochain conseil	CEVU du mois de mai	FC : 2500 €/an (7 500 €) + droit de base spécifique	Conforme			CREATION
DIU Reconstruction mammaire et de chirurgie oncoplastique et de recours en sénologie carcinologique	Médecine	Avis favorable le 05/03/2012	Prochain CEVU	DS 580 € - FC (f) 790 €- FC (nf) 580 € - validation du mémoire 150 € + droit de base en vigueur	Conforme			CREATION
DIU Santé au travail	Médecine	Avis favorable le 05/03/2012	Avis favorable le 15/03/2012	FC (f): 3 315 €-FC (nf) 1 657,50 € + droit de base spécifique	Conforme			RENOUVELLEMENT
Attestation d'Université	Médecine		Avis favorable le 09/01/2012	DS 650 € + droit de base en vigueur	Conforme*			RENOUVELLEMENT

Les modifications / nouveautés demandées apparaissent en rouge.

Tarifs CUEFEE 2012-2013

Publics	Objet et descriptif	Tarifs
Etudiants internationaux du CUEFEE Parcours complets	Inscription semestrielle : <u>Premier ou second semestres</u>	1500 € (apogée)
	Inscription annuelle :	2100 € (apogée) Inscriptions Scolarité UFR Lettres et Langues
	Arrhes non-remboursables	100 €
	Options facultatives : offre non obligatoire proposée aux étudiants 18h de cours (15 étudiants maximum)	140€
	COURS INTENSIF INTEGRATION L1 (convention) (sécurité sociale comprise) Etudiants admis à refaire une année Au cuefee (programme convention)	2700 euros (groupe de 20) (apogée) 3510 euros (groupe de 15)(apogée) 500 euros (apogée)
Passation TCF	Passation du TCF – Epreuves de base	65 € Inscriptions CUEFEE
	Passation du TCF – Epreuves optionnelles (écrit ou oral)	35 € Inscriptions CUEFEE
Etudiants d'échanges	Forfait semestriel pour le suivi de 72h de cours	50 € Inscriptions CUEFEE
	Stage linguistique intensif de pré-rentrée –	30 € Inscriptions CUEFEE
Etudiants inscrits en filière classique UFRT	Forfait semestriel pour le suivi de 96h de cours maximum.	250 € Inscriptions CUEFEE
Assistants étrangers en poste dans un établissement relevant du primaire, du secondaire ou du supérieur.	Forfait semestriel pour le suivi de 96h de cours maximum.	500 € Inscriptions CUEFEE

Coûts des M2RI_{internationaux}

Sont concernés, dans Polytech Tours (plaquette de l'Université jointe) :

Computer aided decision support (CADS)

Electronics and mechanical engineering (EME)

Planning and sustainability (1 of 2 courses) : Urban and Regional Planning

Contexte :

1°) Pédagogie :

.... Volume horaire : voir recommandation du CEVU pour la contractualisation (150 à 200hs), dont 30hs de FLE ou Anglais (au choix)

.... Enseignements en anglais mais :

a) sujets d'examen en français ou en anglais (choix de l'étudiant)

b) à la fin :

niveau_français >= seuil1 **et** niveau_anglais >= seuil2 **et** niveau_français+ niveau_anglais >= seuil3

2°) Stage dans un laboratoire de recherche « à l'étranger »

[pour un étranger, le laboratoire peut être l'un des nôtres]

3°) Rappel : il est prévu d'accueillir, en séminaire, 5 enseignants-chercheurs étrangers, par an, pour un coût unitaire de 1400^E, dans les maquettes.

Problème : nombre d'étudiants versus les moyens pour payer le stage

Nous souhaitons pouvoir fournir à chaque stagiaire une « gratification de stage » de 436,05^E par mois, sur 5 mois (2180^E environ). Y compris à l'étranger lorsque nous « gérons » ce stage.

On n'accepte pas un étudiant, si nous n'avons pas la garantie de pouvoir lui fournir ce revenu minimal par mois, pendant son stage, pour les stages que nous gérons. Ce qui n'empêchera pas l'octroi de bourses supplémentaires.

Remède :

Dans le dossier d'inscription, dans la partie « exposé du projet professionnel », le candidat doit indiquer s'il a déjà trouvé un laboratoire de recherche qui acceptera de le prendre en stage, ou non (par exemple dans le pays d'où il vient).

Si oui, la lettre d'acceptation devra être jointe. Une vérification administrative s'en suivra avant la décision finale.

Sinon, le jury prendra ses responsabilités, et classera, éventuellement, les étudiants pour les bourses de stages disponibles financées par nos laboratoires, ou leurs partenaires, recensées au préalable.

Donc coûts :

Une simulation montre l'équilibre pour 5 Erasmus, 2 Double-inscription, 5 IP « français », 13 IP « étrangers », aux conditions suivantes :

a) Erasmus (et Erasmus-like) : Loi de l'université (0^E ?) et règle commune pour le stage (si le stage est demandé)

b) Double_inscription : a priori impossible, mais sinon : Loi de l'Université (1/2 tarif d'un master habituel) et règle commune pour le stage.

c) IP « français » : Loi de l'Université (tarif d'un master habituel) et règle commune pour le stage.

d) IP « étrangers » : 6000^E et règle commune pour le stage.

Attention : ça veut dire que si l'étudiant fournit une lettre (post certifiée / voir Remède) de prise en charge par un laboratoire, ou si l'un de nos laboratoires le retient sur ses bourses de stage, il ne paiera que 4000^E. On le dispensera donc de payer 2000^E.

Remarque :

L'apport dans la DGF n'a pas été pris en compte. Il est négligeable.

Ces coûts sont à mettre en rapport avec le nombre de bourses accordées, en 2011-2012 notamment, par la région Centre, aux étudiants du M2R Urban and Regional Planning d'une part et du semestre en anglais « Mechanics and Systems Design » d'autre part.

Ces coûts sont à mettre aussi en rapport avec le nombre de bourses comptabilisées dans le cadre du projet IDEFI / AVOSTII (volet 2 International) ¹.

¹ Investissement d'avenir : Initiatives d'excellence dans des formations innovantes :
Accompagnement des Vocations Scientifiques et Techniques vers le Titre d'Ingénieur

Paramètres

	ERASMUS	Français	Etrangers	Double Cursus
Nombre étudiants	5	5	13	2
Payes les frais enseignement	0	0	1	0

<- Ces chiffres sont modifiables et mettent à jour le bilan financier du M2RI (les chiffres actuels sont basés sur ceux du dossier de demande d'habilitation (5 double cursus / 5 francophones / 15 étrangers)

<- Si une catégorie d'étudiant doit payer les frais liés aux enseignements (enseignements+séminaires), mettre 1, sinon mettre 0

BILAN FINANCIER DU M2RI

Coûts de la Maquette		Total Coûts	69 376,31 €
Enseignements	31 786,31 €		
Annexes	37 590,00 €		

Recettes / Inscriptions		Total Recettes	82 074,38 €	dont	12 698,07 € de reversement à l'université, sécurité sociale, mutuelle,...
Total inscription ERASMUS		450,00 €			
Total inscription Double Cursus		425,00 €			
Total inscription Français		3 237,85 €			
Total inscription Etrangers		77 961,53 €			

JURISTE D'ENTREPRISE

- Commerce et finance (P)
- Relations de travail (P)

DROIT PRIVE ET DROIT PUBLIC

- Conseil et contentieux (P et R)
- Droit de la santé (P) Tours et Poitiers en alternance
- Promotion et gestion de l'immeuble (P et R)
- Biotechnologies et droit (double compétence) (P)

ECONOMIE

- Economiste d'entreprise (P)
- Economiste des échanges internationaux (P et R)
- Compétence complémentaire en informatique (P)
- Métiers de l'enseignement et de la formation en sciences économiques et sociales (P)

DEVELOPPEMENT DES APTITUDES MANAGERIALES

- Management de la qualité et des projets (P)
- Management et administration des entreprises (P)
- Management des équipes, santé et qualité de vie au travail (P)

FINANCE, CONTROLE, AUDIT

- Audit et contrôle des entreprises internationales (P)
- Métiers de la banque et de la finance (P)
- Recherche en sciences de gestion (R) cohabilité avec Orléans

MANAGEMENT STRATEGIQUE DES HOMMES ET DES ORGANISATIONS

- Management stratégique des ressources humaines et performance durable (P)
- Marketing des services (P)
- Management public (P)
- Management des PME et entrepreneuriat (P)
- Recherche en sciences de gestion (R) cohabilité avec Orléans

P : finalité professionnelle / R : finalité recherche

Ouverture de ces spécialités sous réserve d'habilitation

Préparation aux métiers de l'enseignement

Master « Métiers de l'Éducation, de l'Enseignement, de la Formation et de l'Accompagnement »

Deux spécialités (co-habilité avec l'université d'Orléans) :

- **Enfance, petite enfance**
Préparation aux Concours de Recrutement des Professeurs des Ecoles (PE)
- **Adolescence et accompagnement éducatif**
Préparation au concours de Conseiller Principal d'Education (CPE)
Plus d'informations sur www.orleans-tours.iufm.fr

Masters avec parcours « Métiers de l'enseignement »

Anglais - Allemand - Espagnol - Histoire et Géographie - Lettres - Mathématiques - Musique

Cursus en anglais (Masters 2ème année)

- Strategy human resources management and sustainable performance - IAE
- Computer aided decision support (CADS) - Polytech
- Electronics and mechanical engineering (EME) - Polytech
- Planning and sustainability (2 courses) :
- Urban and Regional Planning - Polytech
- Sustainable Aquatic Ecosystem Management (opening in 2014)
- Erasmus Mundus Master's Programme in information technologies for business intelligence - M1 + M2 Sciences (Blois)

Doctorat et écoles doctorales

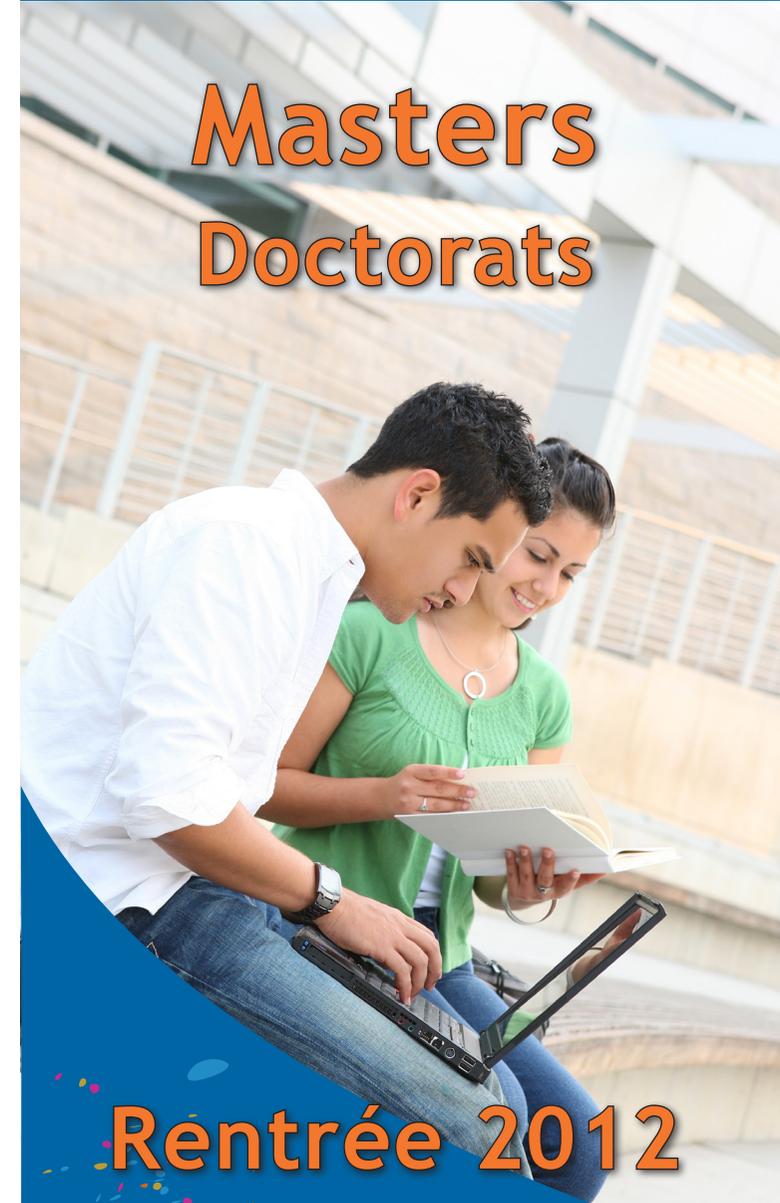
Le doctorat est le plus haut diplôme du LMD (niveau bac+8). Il se prépare en 3 ans et est délivré après la soutenance d'une thèse. Les doctorats ont des appellations spécifiques et dépendent des domaines d'activités des 34 unités de recherche de l'Université. En 2010-11, 638 doctorants étaient inscrits dans les 2 Ecoles Doctorales :

- Sciences de l'Homme et de la Société : 42 thèses soutenues,
- Santé, Sciences, Technologies : 63 thèses soutenues.

Dans le cadre des Ecoles Doctorales, des formations complémentaires préparent notamment à l'insertion professionnelle. Les unités de recherche permettent à l'Université François-Rabelais de rayonner dans de nombreux secteurs de la recherche scientifique et d'avoir ainsi une reconnaissance internationale.

Service de la Recherche et des Etudes Doctorales

60, rue du Plat d'Etain - 37 041 TOURS Cedex 1
Tél. 02 47 36 64 12 - Courriel : red@univ-tours.fr



Masters Doctorats

Rentrée 2012

Sciences - Technologies - Santé

BIOLOGIE INTEGRATIVE ET AGROSCIENCES

- Biologie de la reproduction (P et R)
- Biologie végétale intégrative : gène, plante, agrosystème (R)
- Ecologie comportementale, évolution et biodiversité (P et R)
- Compétence complémentaire en informatique (P)
- Qualité et environnement en productions animales (P)
- Sensoriel et innovation en agroalimentaire (P)

BIOLOGIE - SANTE

- Biotechnologies et droit (double compétence) (P)
- Cognition, neurosciences et psychologie (R)
- Compétence complémentaire en informatique (P)
- Infectiologie cellulaire et moléculaire, Vaccinologie, anticorps thérapeutiques (P et R)
- Physiopathologies (R)
- Promotion et gestion de la santé (P et R)
- Production et réglementation des produits de santé : Qualité et gestion des risques en santé (P)
- Relation hôte-greffon (R)

INFORMATIQUE

- Systèmes d'information pour l'aide à la décision (P et R)
- Informatique pour l'aide à la décision (R) *

MATHEMATIQUES

- Mathématiques et applications (P et R)
- Compétence complémentaire en informatique (P)

SCIENCE DES MATERIAUX

- Conception et synthèse (R)
- Matériaux multifonctionnels et nouvelles technologies pour l'énergie (P et R)
- Génie électronique et mécanique (R) *
- Compétence complémentaire en informatique (P)
- Métiers de l'enseignement en physique chimie (P)

SCIENCES PHYSIQUES ET IMAGERIE

- Imagerie et physique médicale (P)
- Imagerie du vivant et radiopharmaceutiques (R)
- Modèles non-linéaires en physique (R)
- Compétence complémentaire en informatique (P)

SCIENCES DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT

- Hydrosystèmes et bassins versants : diagnostic et risque environnemental (P et R)
- Ingénierie des milieux aquatiques et des corridors fluviaux (IMACOF) (P)
- Aménagement et durabilité (P et R) *
- Compétence complémentaire en informatique (P)

Sciences Humaines et Sociales

PSYCHOLOGIE

- Cognition, neurosciences et psychologie (R)
- Psychologie gériatrique normale et pathologique (P)
- Psychologie de l'enfant et de l'adolescent : socialisation, éducation et handicap (P)
- Psychopathologie et psychologie clinique (P)
- Psychologie du travail et des organisations (P)

SCIENCES HISTORIQUES

- Histoire (P et R)
- Histoire de l'art (R)
- Histoire et cultures de l'alimentation (P et R)
- Recherche et métiers de l'archéologie (P et R)

SCIENCES HUMAINES ET EPISTEMOLOGIE DE L'ACTION

- Philosophie et pratiques (R)
- Sciences de l'éducation et de la formation (P)

SOCIETES, VILLES ET TERRITOIRES

- Géographie (P et R)
- Sociologie-Anthropologie (P et R)
- Métiers de l'enseignement et de la formation en sciences économiques et sociales (P)

Arts - Lettres - Langues

LANGUES, LITTERATURES ET CIVILISATIONS ETRANGERES

- Etudes germaniques (P et R)
- Etudes italiennes (P et R)
- Langues et commerce international (P)
- Linguistique avancée et interfaces linguistiques (P et R)
- Mondes anglophones (P et R)
- Etudes ibériques et latino-américaines (P et R)

SOCIOLINGUISTIQUE ET DIDACTIQUE DES LANGUES

- Français langue étrangère / seconde : appropriation, diversité et insertion (présentiel) (P et R)
- Français langue étrangère / seconde : pluralités, interculturel, politiques linguistiques (à distance) (P et R)

LETTRES, ARTS ET HUMANITES

- Culture et médiation des arts du spectacle (P et R)
- Lettres (P et R)
- Musique et musicologie (P et R)

PATRIMOINE-ECRIT-MATERIEL-IMMATERIEL

- Patrimoine écrit et édition numérique (P)
- Patrimoine culturel immatériel (P)
- Renaissance : Genèse de l'Europe moderne (R)

Droit - Economie - Gestion

GOVERNANCE TERRITORIALE

- Administration des collectivités locales (P et R)
- Environnement, territoire, paysage (P et R)
- Management des territoires et urbanisme (P et R)

JURISTE INTERNATIONAL ET EUROPEEN

- Droit des affaires internationales (P)
- Juriste européen (P)
- Juriste-linguiste (P) à Poitiers par convention

* cours dispensés en anglais

P : finalité professionnelle / R : finalité recherche

Suite au dos ⇨

Gratification minimale :

Décret n° 2008-96 du 31 janvier 2008 relatif à la gratification et au suivi des stages en entreprise

Arrêté du 30 décembre 2011 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2012

A défaut de convention de branche ou accord professionnel étendu, le montant horaire de la gratification due au stagiaire est fixé à 12,5 % du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'[article L. 241-3 du code de la sécurité sociale](#). »

Soit pour être concret :

Plafond de la Sécurité sociale : Utilisé pour le calcul de certaines cotisations sociales (une partie des cotisations d'assurance vieillesse, contribution au Fonds national d'aide au logement, cotisations aux régimes complémentaires de retraite, notamment) et de certaines prestations de Sécurité sociale, il a été fixé par un arrêté du 18 novembre (publié au JORF n°0303 du 31 décembre 2011) à 3031 € par mois pour les rémunérations ou les gains versés à compter du 1er janvier 2012, Le plafond annuel s'établit à 36 372 €. Le plafond est applicable suivant la périodicité des paies : trimestre (9 093 €), quinzaine (1 516 €), semaine (699 €), jour (167 €) et heure (23 €).

$23 \text{ €} \times 12,5 \% = 2.875 \text{ €}$ / heure pour la gratification
soit pour 1 mois : $151.67 \times 2.875 = 436,05 \text{ €}$ net
Une gratification s'entend toujours en net.

CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE LA RENAISSANCE

Tarifs des salles proposées à la location

TARIFS TTC		
Salle équipée de 60 places (salle Rapin)	Demi-journée	80 €
	Journée	100 €
	Semaine	400 €
	Deux semaines	650 €
Salle équipée de 20 places (salle Néricault-Destouches)	Demi-journée	40 €
	Journée	50 €
	Semaine	200 €
	Deux semaines	325 €

Service Culturel

MP/BB/12/N° 64
Dossier suivi par B. Boillot
Tél : 02.47.36.65.05

Tours, le 12/3/2012

La Vice-Présidente déléguée à la Culture

à

Monsieur Jean-Christophe SAVINEAU
Directeur des Services Financiers

Monsieur Le Directeur,

Le tarif des billets « tout public » pour les spectacles donnés dans le cadre de la programmation du service culturel, est inchangé depuis le passage à l'euro. Depuis 10 ans, la programmation a su trouver un public extérieur et le fidéliser. En moyenne, nous vendons 320 places à ce tarif par année. Les coûts des spectacles et de leur accueil ont augmenté depuis 10 ans sans que cette hausse soit répercutée sur le tarif extérieur tandis que la plupart des autres structures culturelles ont vu leurs tarifs augmenter.

Le Service Culturel propose d'augmenter ce tarif de 9€ à 12 €, ce qui reste un prix tout à fait raisonnable par rapport aux prix pratiqués sur l'ensemble de l'agglomération tourangelle. Le tarif étudiant et personnel reste inchangé à 6€ tout comme le tarif PCE.

Ce nouveau tarif extérieur à 12€, après validation du Conseil d'Administration, serait appliqué à la rentrée universitaire 2012/2013.

Bien cordialement



Martine PELLETIER

Copie : Monsieur le Vice Président chargé des moyens.

SORTIES D'INVENTAIRE A FAIRE

PAR MISES AU REBUT

ATTENTE VOTE DU C.A. du 26/03/2012

ANTENNE	COMPTE	ANNEE	MONTANT
UN37			
PHARMACIE	21537	2004	3 657,79
	21877	2004	14 198,01
	21887	2004	1 716,26
		Total	19 572,06
	21877	2005	5 837,64
	21877	2006	6 669,60
	21877	2007	1 089,63
SAIC			
PHARMACIE	21877	2004	1 080,12
TOTAL			34 249,05

Sortie de l'inventaire des matériels et mobiliers

Date de la demande	Description du matériel	Numéro inventaire Sifac	Numéro étiquette	Compte Comptable	Date d'achat	Fournisseur	Valeur d'achat	Mode de financement	Etat (1)			Destination (1)		Lieu de stockage	
									Obsolète	Hors d'usage	Volé	Détruit	Cédé à titre gratuit		Cédé à titre onéreux (indiquer la valeur résiduelle)
12/03/2012	Centrifugeuse Sigma	1435	18927	21537	2004	Fisher	1 241,87			x		x			
12/03/2012	Cyrothermostat RE 204	1450	18970	21537	2004	VWR	2 415,92			x		x			
12/03/2012	Poste bureautique avancé	2951	14865	21877	2004	Evolution PC	2 162,37			x		x			
12/03/2012	Portable satellite	2952	15366	21877	2004	Micro Vidéo	1 481,84			x		x			
12/03/2012	Poste bureautique	3311	18946	21877	2004	Emergence	951,62			x					Box Info
12/03/2012	Poste bureautique	3312	18947	21877	2004	Emergence	951,66			x					Box Info
12/03/2012	Poste bureautique	3313	18948	21877	2004	Emergence	951,66			x					Box Info
12/03/2012	Poste bureautique	3314	18949	21877	2004	Emergence	951,66			x					Box Info
12/03/2012	Poste bureautique	3315	18950	21877	2004	Emergence	951,66			x					Box Info
12/03/2012	Poste bureautique	3316	18951	21877	2004	Emergence	951,66			x					Box Info
12/03/2012	Poste bureautique	3317	18952	21877	2004	Emergence	951,66			x					Box Info
12/03/2012	Poste bureautique	3318	18953	21877	2004	Emergence	951,66			x					Box Info
12/03/2012	Poste bureautique	3319	18954	21877	2004	Emergence	951,66			x					Box Info
12/03/2012	Portable Sony	3322	18969	21877	2004	FNAC	1 988,90			x		x			
12/03/2012	Copieur XEROX DG220	4839	18964	21887	2004	Absis	1 716,26			x		x			
12/03/2012	Vidéo Projecteur Epson	4840	18965	21887	2004	Vaugeois	4 352,24				x				
12/03/2012	IBOOK PC Portable	3324	18977	21877	2005	Tyro Apple	1 146,00			x		x			
12/03/2012	PC Portable HP Notebook	3331	18992	21877	2005	SMS	1 628,08			x		x			
12/03/2012	PC bureautique avancé	3334	18999	21877	2005	Evolution PC	2 084,63			x		x			
12/03/2012	PC bureautique standard	3339	19011	21877	2005	SCC	978,93			x		x			
12/03/2012	Portable Nec	3340	19015	21877	2006	GIS	1 132,15			x		x			
12/03/2012	Portable Nec	3341	19016	21877	2006	GIS	1 132,14			x		x			
12/03/2012	PC Dell	3350	19055	21877	2006	Kheox	1 933,92			x		x			
12/03/2012	Portable Macbook	3352	19067	21877	2006	France Système	1 475,12			x		x			
12/03/2012	Ordinateur Powermate	3353	19069	21877	2006	Emergence	996,27			x					Box Info
12/03/2012	Portable Toshiba	3359	19082	21877	2007	Micro Video	1 089,63			x		x			
12/03/2012	Portable Toshiba Pro	487	NR142	21877	2004	Micro Vidéo	1 080,12			x		x			

1) COCHER LA COLONNE CONCERNEE

38 601,29

Tours, le 1er mars 2012

M. Bernard BURON
Directeur de l'U.F.R. Arts et Sciences Humaines

à

M. Alain RONCIN
Vice-président chargé des finances

Je soussigné, Bernard BURON, Directeur de l'UFR Arts et Sciences Humaines, demande la création d'un nouveau centre financier en valorisation pour recetter les redevances des distributeurs installés sur le site Tanneurs, et le loyer du bail de l'antenne orange, et en demande donc la mise à l'ordre du jour de la commission des moyens et du conseil d'administration.

Centre financier V4VH

Le Directeur de
L'U.F.R Arts et Sciences Humaines


Bernard BURON